



## Déclaration liminaire de l'Unsa-Éducation au CSAA (repli) du 20 mars 2023

Monsieur le Recteur,

Mesdames, Messieurs,

**Face à la cacophonie sur l'École, entre le Premier Ministre et la Ministre de l'Éducation nationale ;  
Face au flou toujours aussi dense sur l'organisation des groupes de niveaux/besoins au collège ;  
L'Unsa-Éducation de l'Académie de Reims ne voit pas comment il peut être possible d'appréhender sereinement les conditions organisationnelles de la rentrée 2024 dans les établissements scolaires.**

Les informations contradictoires et les prises de positions opposées entre Ministre de l'Éducation nationale et Premier Ministre, et le flou qui en découle n'est aucunement levé par les textes sortis au JO le dimanche 17 mars.

***Finally, des groupes d'élèves vont bien être mis en place en 6<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> à la rentrée prochaine.***

Si on ne parle plus expressément de groupe de niveaux, mais de groupe en fonction des besoins des élèves, la mise en place n'en est pas moins techniquement extrêmement compliquée.

Le tri social marqueur de notre opposition à la version initiale du « choc des savoirs » disparaît du discours officiel mais perdure dans les faits.

D'autant que le système dérogatoire évoqué par Madame la Ministre de l'Éducation nationale lors d'une réunion au ministère le 7 mars est très encadré et ne laissera guère de marge de manœuvre pour les chefs d'établissement et leurs équipes pédagogiques. A l'Unsa-Éducation nous savons décrypter les textes réglementaires.

***Concernant la mise en place du choc des savoirs, il est plus qu'urgent que le ministère prenne ses responsabilités en précisant concrètement les modalités de mise en place de ce qui est bien une réforme du collège.*** Le ministère doit cesser de faire croire que les établissements seront autonomes dans l'organisation matérielle de la rentrée 2024. Les discours hors sol par rapport à la faisabilité sur le terrain ne sauraient tenir lieu de management ministériel.

***De même, il ne suffit pas d'annoncer que l'École est une priorité quand on annonce quelques semaines plus tard une coupe de plus de 700 millions d'euros dans le budget.*** Le signal est très mauvais. Quels seront les grands perdants ?

Pour l'Unsa-Éducation, l'inclusion, la mixité sociale, la transition écologique, la transition numérique, la revalorisation des personnels et l'attractivité des métiers seront sans doute les premiers sacrifiés sur l'autel de la rigueur budgétaire !

**Tout cela n'est pas de nature à créer le choc d'attractivité de nos métiers que l'Unsa-Éducation appelle de ses vœux depuis plusieurs années déjà.**

***Notre CSA va aujourd'hui étudier un plan de « transformation de la fonction de recrutement ».***

- Le manque d'attractivité des métiers de l'Éducation nationale est telle, que le rectorat va aller s'exposer et se promouvoir sur des salons, faire des spots publicitaires et autres communications pour faire valoir auprès des personnes en recherche emploi ou en mal de reconversion professionnelle, que nos professions sont formidables. La meilleure publicité est le bouche à oreille, dit-on ; Or, si on se réfère au dernier baromètre Unsa-Éducation des métiers de l'Éducation, il est désastreux. Quand 92% des collègues disent aimer leur métier, seulement 19% le conseilleraient à un proche. Tout est dit...
- Se pose également la question du type de contrat qui leur sera proposé. A ce sujet, l'Unsa-Éducation réaffirme la primauté de l'emploi du fonctionnaire, le recours aux agents contractuels devant être subsidiaire. Le passage du recours aux contractuels comme variable d'ajustement à une voie de recrutement importante n'est pas souhaitable pour nos professions.

***Recruter c'est bien, mais encore faut-il fidéliser les personnels déjà en place. Et encore une fois, l'Unsa-Éducation demande un choc de stabilité dans le monde de l'Éducation nationale.***

Afin d'avoir des professionnels dans les différents corps de métiers, qui s'engagent pour longtemps car passionnés, encore faut-il être en mesure de leur proposer des déroulés de carrières motivants, avec une formation initiale solide et une formation continue de qualité, basée sur les demandes des collègues.

***Si nos gouvernants souhaitent vraiment créer un choc d'attractivité, ils seraient bien inspirés d'entendre enfin et de prendre en compte ce que ne cessent de demander les personnels qui tiennent à bout de bras notre système éducatif.***

- En premier lieu, ils souhaitent être reconnus et respectés. Reconnus comme professionnels et payés comme tel. En refusant d'augmenter de plus de cinq points d'indices les fonctionnaires, le gouvernement fait le choix du conflit. C'est pour cela que nous avons appelé à la grève le mardi 19 mars. Car en termes de stabilité, nos salaires vont l'être en 2024, alors que notre pouvoir d'achat s'est réduit considérablement, faute à l'inflation qui n'a pas été suivie d'augmentations proportionnelles.
- Pour les personnels, il n'est plus possible d'ignorer la dégradation continue des conditions de travail. L'attractivité de nos métiers devra passer par une amélioration sensible des conditions de travail, qui permettent de s'épanouir, s'enrichir intellectuellement et humainement en travaillant. Malheureusement, là encore, le tableau est bien noir. Les collègues font remonter, notamment par les registres SST, beaucoup de mal-être au travail. Agressions, remises en cause, incivilités dégradent de plus en plus le climat scolaire et par conséquent les conditions de travail. Le manque de moyens humains et matériels font de l'inclusion un générateur de souffrances pour les collègues.
- Enfin, le manque de clarté de la politique éducative nationale, son lot de priorités, de journées spéciales, de projets, de plans, toujours transmis par les médias et non par voie hiérarchique, désespèrent nos collègues.

***Dans ce contexte, les différentes cartes scolaires, extrêmement négatives pour notre académie ne font que renforcer le sentiment d'une volonté de faire à bas coût et peu importe le résultat.***

Non les personnels ne peuvent plus faire mieux avec moins et leur extrême professionnalisme et leur dévouement, qui faisaient tenir le système, ne suffira plus à combler les manques des politiques éducatives, aux logiques financières.

Inlassablement, l'Unsa-Éducation exhorte le pouvoir exécutif à s'emparer activement de ce que disent les professionnels qui travaillent à l'Éducation nationale. Rester sourds à ces remontées de terrain alors même que le monde du travail est en pleine mutation est irresponsable. Ce que les travailleurs et travailleuses acceptaient hier, n'est aujourd'hui plus acceptable et plus accepté notamment par les jeunes qui arrivent sur le marché du travail.

L'Unsa-Éducation rappelle que ce n'est pas en continuant d'ignorer les problèmes que ceux-ci disparaîtront. Pendant combien de temps le pouvoir macroniste va-t-il encore maltraiter ses personnels et sacrifier par voie de conséquence les plus fragiles de nos jeunes ?